

# Rachat d’actions propres destiné à réduire le capital-actions

Négoce au SWX Swiss Exchange sur une 2<sup>e</sup> ligne

Base juridique	<p>Le conseil d’administration de Rieter Holding SA (« Rieter »), avec siège à Winterthour, a décidé le 14 août 2007 de lancer un programme de rachat d’actions et d’en fixer la valeur totale à un maximum de CHF 150 mio. Cela correspond aux 241’935 actions nominatives de Rieter sur la base du cours de clôture au SWX Swiss Exchange du 24 août 2007 ou à 5,44% du capital-actions et des voix de Rieter.</p> <p>Les actions à acquérir sont rachetées par le biais de 2e ligne de négoce, sous déduction de l’impôt anticipé et seront annulées par réduction de capital. Cette annulation sera demandé probablement à l’assemblée générale 2008 et respectivement 2009.</p>			
Négoce au SWX Swiss Exchange sur une 2 <sup>e</sup> ligne	<p>Une 2<sup>e</sup> ligne de négoce séparée d’actions nominatives de Rieter sera créée au SWX Swiss Exchange en vue du programme de rachat annoncé le 15 août 2007. Sur cette 2<sup>e</sup> ligne de négoce, seule Rieter peut se livrer à des achats, par l’intermédiaire de la banque chargée du rachat, en acquérant ses propres actions. Le négoce ordinaire en actions nominatives de Rieter sous le numéro de valeur 367.144 ne sera pas affecté par cette mesure et se poursuivra normalement. Un actionnaire de Rieter désireux de vendre ses actions peut donc soit effectuer un négoce normal sur la ligne de négoce ordinaire, soit offrir ses titres à Rieter sur la 2<sup>e</sup> ligne de négoce.</p> <p>Rieter n’est pas tenue de racheter à tout moment ses propres actions sur la 2<sup>e</sup> ligne de négoce; elle tiendra compte, pour ces acquisitions, de la situation du marché. Les conditions mentionnées dans la communication no 1 de la Commission des offres publiques d’acquisition du 28 mars 2000 concernant les rachats de titres de participation sont respectées.</p>			
Prix de rachat	Les prix de rachat et les cours sur la 2 <sup>e</sup> ligne de négoce se forment en fonction des cours des actions nominatives de Rieter traitées sur la ligne de négoce ordinaire.			
Versement du prix net et livraison des titres	Les transactions sur la 2 <sup>e</sup> ligne de négoce sont des opérations boursières normales. Le versement du prix net (prix de rachat après déduction de l’impôt anticipé sur la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale) et la livraison des actions auront lieu, selon l’usage, le troisième jour boursier après la date de la transaction.			
Banque chargée du rachat	UBS SA charge son business group UBS Investment Bank de procéder au rachat d’actions. UBS Investment Bank, membre de la bourse, sera seule autorisée à fixer le prix d’achat sur la 2e ligne de négoce.			
Ouverture de la 2 <sup>e</sup> ligne de négoce	L’ouverture de la 2 <sup>e</sup> ligne de négoce a lieu au segment principal du SWX Swiss Exchange le 7 septembre 2007 et sera probablement maintenue jusqu’à l’Assemblée générale ordinaire 2009.			
Obligation de passer par le marché	Conformément aux normes du SWX Swiss Exchange, les transactions hors bourse sont interdites lors de rachats d’actions sur une 2 <sup>e</sup> ligne de négoce.			
Participation de Rieter dans son propre capital	A la date du 24 août 2007, Rieter détenait directement et indirectement, en position propre, 62’929 actions nominatives. Cela correspond à 1,41 % des droits de vote et du capital-actions. Le capital-actions de Rieter s’élève à CHF 22’254’280 et est divisé en 4’450’856 actions nominatives de CHF 5 nominal.			
Principaux actionnaires	Rieter n’a pas connaissance d’actionnaires détenant 5% et plus des actions nominatives émises.			
Information de Rieter	Rieter confirme qu’elle ne dispose pas d’informations non-publiées susceptibles d’influencer de manière déterminante la décision des actionnaires.			
Impôts et droits	<p>Le rachat d’actions propres en vue d’une réduction de capital entraîne les conséquences fiscales suivantes :</p> <p><b>1. Impôts anticipé</b></p> <p>L’impôt fédéral anticipé se monte à 35 % de la différence entre le prix de rachat des actions et leur valeur nominale. La société racheteuse, respectivement la banque mandatée, déduit l’impôt du prix de rachat et en remet le montant à l’Administration fédérale des contributions.</p> <p>Les personnes domiciliées en Suisse peuvent se faire rembourser l’impôt anticipé si, au moment du rachat, elles avaient droit de jouissance sur les actions et qu’il n’existait pas de cas de soustraction d’impôt (art. 21 LIA). Les personnes domiciliées à l’étranger peuvent exiger le remboursement dans la mesure où les conventions de double imposition le permettent.</p> <p><b>2. Impôts directs</b></p> <p>Les commentaires ci-après se rapportent à l’impôt fédéral direct. Les cantons et les communes appliquent généralement des normes analogues.</p> <p>a) Actions détenues à titre de patrimoine privé : Lors d’une remise directe d’actions à la société, la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale du titre est sujette à l’impôt sur le revenu (principe de la valeur nominale).</p> <p>b) Actions détenues à titre de patrimoine d’entreprise : Lors d’une remise directe d’actions à la société, la différence entre le prix de rachat et la valeur comptable des actions est considérée comme un bénéfice imposable (principe de la valeur comptable).</p> <p><b>3. Droits et taxes</b></p> <p>Le rachat d’actions propres est en principe franc de timbre pour l’actionnaire qui vend ses actions. La taxe boursière et la taxe CFB de 0.01 % est cependant due.</p>			
Droit applicable et for judiciaire	Droit suisse. Zurich est for exclusif.			
Numéros de valeur, ISINs et symboles Telekurs	Action nominative de CHF 5.00 nominal	367.144	CH0003671440	RIEN
	Action nominative (2 <sup>e</sup> ligne de négoce) de CHF 5.00 nominal	3.347.357	CH0033473577	RIENE
Lieu et date	Zurich, le 7 septembre 2007			
<p>Cette annonce n’est pas un prospectus d’émission aux termes des art. 652a et 1156 CO.</p> <p>This offer is not made in the United States of America and to US persons and may be accepted only by Non-US persons and outside the United States. Offering materials with respect to this offer may not be distributed in or sent to the United States and may not be used for the purpose of solicitation of an offer to purchase or sell any securities in the United States.</p>				